



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-06-41

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 32

Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE 27 JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation : 20 juin 2025

Date d'affichage : 20 juin 2025

VOTE :

Pour : 32

Contre : 0

Abstentions : 0

Présents : Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN- Adjoints au Maire

Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Didier BELOT, Bernard CACACE, Patricia BIZOUERNE, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

Absents et représentés : Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Steve EGOUNLETI (pouvoir à Montasser CHARNI), Noëlle SULPIS (pouvoir à Arlette ACOCA), Gilbert MINELLI (pouvoir à Chantal RATEAU), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir à Nicolas CUADRADO), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE), Nicolas RONDEPIERRE (pouvoir à Nathalie RIBEMONT)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION ILE-DE-FRANCE DANS LE CADRE DU « BOUCLIER DE SECURITE : SOUTIEN A L'EQUIPEMENT DES FORCES DE SECURITE ET A LA SECURISATION DES EQUIPEMENTS PUBLICS »

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

Dans le cadre de son dispositif de subventions en direction des communes, la Région Ile-de-France met en œuvre une aide à la modernisation des forces de police municipale et participe à la sécurisation des espaces publics.

Le Conseil municipal a adopté dans son budget 2025 plusieurs lignes budgétaires à destination de la tranquillité publique :

- Modernisation et développement de la vidéo protection pour 350 000 euros TTC (291 666,66 euros HT)
- Acquisition de matériel et véhicule pour 34 460 euros TTC (28 717,48 euros HT)

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250707-2025-06-41-DE
Date de transmission : 07/07/2025
Date de réception en préfecture : 07/07/2025

Ces travaux et achats peuvent être pris en charge par l'Aide régionale à hauteur de 30% s'agissant de dépenses d'investissement.

Les demandes s'effectuent annuellement au niveau de la Région mais le programme complet doit figurer dans la demande de subvention.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à solliciter une subvention dans le cadre du « Bouclier de sécurité » pour l'année 2025 auprès de la Présidente de la Région Ile-de-France.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Budget communal,

CONSIDERANT l'avis de la commission Vie municipale en date du 18 juin 2025,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à solliciter une subvention au titre du « Bouclier de sécurité » pour l'année 2025.

ARTICLE 2 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document produit à cet effet.

ARTICLE 3 : DE DIRE que les dépenses afférentes aux travaux à réaliser seront prélevées sur les crédits ouverts au Budget Communal et que la recette sera constatée à ce même Budget.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
suscits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire

The image shows a blue ink signature of Jean-Michel Genestier written over a circular official seal. The seal features the coat of arms of the Municipality of Saint-Denis and the text 'MAIRIE DU RAJON SAINT-DENIS' and 'SEINE-SAINT-DENIS'. To the right of the signature is a blue checkmark.

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant en France ou dans un pays étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

08/07/2025 09:03:21
Date de télétransmission : 07/07/2025
08/07/2025 09:03:21
Date de télétransmission : 07/07/2025